



# Lettre ouverte intersyndicale girondine



Bordeaux, le 13 avril 2023



**Monsieur Etienne GUYOT, Préfet de la Gironde,**

Depuis le mois de janvier, l'ensemble des organisations syndicales et de jeunesse, les retraités sont mobilisés contre le projet de réforme que le gouvernement impose de façon brutale. Les différentes manifestations girondines, onze au total, se sont déroulées dans le calme et ce en dépit d'une colère toujours plus forte des travailleuses et des travailleurs face à un gouvernement sourd et méprisant.



Lors de la manifestation du 6 avril dernier, à plusieurs reprises nous avons alerté les personnels des forces de l'ordre qui se trouvent devant la banderole de tête de l'arrivée de personnes qui pourraient troubler la manifestation.



Nous avons pu constater que les personnages en marge de la manifestation ont pu se rassembler et s'organiser quai Louis XVIII sans aucune intervention des forces de l'ordre pour les contenir en amont de l'arrivée. Ce n'est que Place de la Bourse que les forces de l'ordre ont choisi d'intervenir sur 3 d'entre eux, en plein milieu des manifestants et que les forces de l'ordre ont semé la panique alors que le cortège syndical arrivait tout juste.



De plus, à notre arrivée, le 6 avril 2023, Place de la Bourse un cordon de gendarmes faisait barrage au cortège, empêchant celui-ci de se disperser en toute tranquillité (quai Louis XVIII). Sans motif objectif, le cortège de manifestants a dû subir l'emploi de gaz lacrymogène par la gendarmerie. Cette action de maintien de l'ordre a eu pour conséquence de générer un trouble dans la manifestation et de crispier des manifestants qui l'ont vécu comme une injustice.



Ainsi, ce jour-là, malgré nos alertes antérieures, un manifestant s'est retrouvé en garde à vue suite à un incident avec les forces de l'ordre, et ce en réaction à des jets de galets lacrymogènes à l'arrivée du cortège. Nul n'a été épargné, y compris les enfants. L'intersyndicale condamne cet acte qui a initié les débordements.



Nous demandons l'arrêt et la suspension de toutes les poursuites envers les manifestants, adhérents, militants de nos structures ou encadrés par ces dernières.



Ce dispositif massif, visible et disproportionné a surpris l'ensemble des organisations syndicales et des manifestants. Jusqu'au 6 avril 2023, restées discrètes les forces de l'ordre se sont montrées, ce jour, d'une violence injustifiée à l'encontre de jeunes manifestants d'abord, puis à l'égard d'autres manifestants venus les protéger.



Des situations de tensions d'autant plus regrettables qu'elles pourraient être évitées. C'est d'ailleurs l'alerte que nous avons formulée lors de la rencontre avec vous M. le Préfet le lundi 20 mars 2023, où nous dénoncions les tensions orchestrées par les forces de l'ordre avec des manifestants que nous avons constatées le 7 mars 2023 lors d'une charge policière contre des manifestants CGT pour tenter de récupérer un « canon factice pour pétard » (matériel utilisé durant de nombreuses manifestations), engendrant de fait des heurts en réaction.



Nous réaffirmons que les interventions policières du 6 avril 2023 à l'arrivée du cortège ne se justifiaient aucunement et que la présence massive et visible des forces de l'ordre en cordon attise la colère et les incompréhensions plus qu'elle n'apaise.



Nous réaffirmons, par la présente, la volonté de l'intersyndicale, des organisations étudiantes et lycéennes de manifester dans les rues de Bordeaux de manière pacifique contre un projet de retraite injuste et brutal imposé vécu par les manifestants comme une grande violence.

